

Rencontre avec des représentants de la société civile moldaves à Bruxelles

JEUDI 14 NOVEMBRE 2024



INTERNATIONAL

PUBLIÉE LE 14/11/2024

Jeudi 14 novembre, [Jacques Landriot](#) s'est rendu à Bruxelles pour présenter le CESE et son fonctionnement à des représentants de la société civile moldave lors du séminaire "Structurer le dialogue avec la société civile en Moldavie - renforcer l'état de droit et co-construire les politiques publiques" co-organisé par le CESE, le CES européen et en partenariat avec le CES roumain.

Ce séminaire, organisé à Bruxelles, s'inscrit dans le contexte des négociations d'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne.

La rencontre a été ouverte par Aurel Laurențiu Plosceanu, Vice-président du CES européen et s'est poursuivie avec la présentation du rôle, du fonctionnement et des travaux du CESE français par la délégation menée par Jacques Landriot, Vice-Président du CESE.

Des échanges avec les co-Présidents de la Plateforme de la société civile Union européenne-Moldavie, Liliana Palihovici et Dimitru Fornea, membre du CES européen et les représentants de la société civile moldave ont suivi et ont abouti avec l'intervention de Daniela Morari, Ambassadrice de la Moldavie auprès de l'Union européenne, qui est revenue sur l'importance de la société civile dans le processus d'intégration européenne. Le Vice-Président du CES roumain, Mihail Dragos, en a profité pour faire le parallèle avec le processus de structuration de la société civile en Roumanie au cours de son intégration européenne, mentionnant la coopération entre le Conseil économique et social roumain et le CESE.

Le séminaire s'est conclu avec la prise de parole de Siegfried Muresan, député européen et Président de la Délégation à la commission parlementaire d'association UE-Moldavie, sur le plan d'aide européenne à l'appui du plan de croissance pour la Moldavie et sur le rôle de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des réformes.

A la suite de ce séminaire, les représentants de la société civile moldaves ont appelé les autorités de leur pays à créer un Conseil économique et social.